

MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

165, rue de Paris
95680 MONTLIGNON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de la MUTUELLE LA MAYOTTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **MUTUELLE LA MAYOTTE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la comptabilisation des dotations allouées au titre de l'exercice 2023 dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'mutuelle sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la mutuelle ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre mutuelle.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 12/06/2024

Le commissaire aux comptes
EXPONENS Conseil & Expertise

Signé par

Signature numérique de : Stéphane CUZIN
Date : 12-06-2024 16:28
Lieu : 75015
32636131346161662d3...

Stéphane CUZIN
Associé

Bilan – Actif

ACTIF	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06/2019-04)			Exercice 2022 selon ANC 2018-06/2019-04
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	214 079	203 329	10 750	28 234
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	6 317 184	440 901	5 876 284	5 882 846
Constructions	20 340 910	7 385 944	12 954 966	13 536 767
Installations techniques, matériel et outillage industriel	910 281	842 465	67 816	108 927
Autres	20 888 170	8 700 428	12 187 742	12 572 435
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours	10 735 220		10 735 220	5 109 831
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	4 001 292		4 001 992	4 001 292
Prêts	156 140		156 140	156 140
Autres	166 203		166 203	186 430
TOTAL I	63 729 479	17 573 066	46 156 412	41 582 902
Actif circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	94 738		94 738	43 166
Créances				
créances clients et comptes rattachés	12 269		12 269	13 542
Autres	1 056 412		1 056 412	1 071 510
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	2 010 831		2 010 831	2 010 751
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 642 943		3 642 943	3 856 604
Charges constatées d'avance	88 196		88 196	50 320
TOTAL II	6 905 390		6 905 390	7 045 894
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	70 634 868	17 573 066	53 061 802	48 628 796

Bilan – Passif

PASSIF	Exercice 2023 ANC 2018- 06/2019-04	Exercice 2022 selon ANC 2018-06/2019-04
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	767 518	767 518
Fonds propres complémentaires	524 900	524 900
Autres fonds associatifs (partie 1/2)	545 793	545 793
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations	1 144 861	1 191 899
Réserves	1 919 093	1 919 093
Réserves pour projet de l'entité	1 919 093	1 919 093
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 919 093	1 919 093
Report à nouveau	7 083 791	5 861 810
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-3 250 140	-2 559 624
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-686 757	1 221 981
Situation nette (sous-total)	11 299 199	12 032 995
Subventions d'investissement	5 267 291	4 965 489
Provisions réglementées	12 312 066	12 637 947
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I	28 878 556	29 636 431
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	2 922 802	3 159 120
Sur autres ressources	1 754 235	1 570 234
FONDS REPORTEES ET DEBIES - Total II	4 677 037	4 729 355
Provisions pour risques	117 899	117 899
Provisions pour charges	358 847	392 731
PROVISIONS - TOTAL III	476 746	510 630
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
FONDS REPORTEES ET DEBIES - Total IV	0	0
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 900 307	8 938 037
Emprunts et dettes financières divers	6 691	12 816
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 652 432	1 327 677
Dettes fiscales et sociales	2 677 832	2 612 268
Autres dettes	1 733 294	753 789
Produits constatés d'avance	58 907	107 795
TOTAL V	19 029 463	13 752 380
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	53 061 802	48 628 796
Engagements donnés		
1. Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
3. Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		Exercice 2023 ANC 2018-06/2019-04	Exercice 2022 selon ANC 2018- 06/2019-04
Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)			
Ventes de marchandises			
Production vendue (biens et services) (a)	124 860	206 335	
Dotations et Produits de tarification	26 985 362	26 456 185	
Production stockée (b)			
Production immobilisée			
Subvention d'exploitation	1 466 374	1 288 647	
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges	318 878	60 120	
Cotisations			
Utilisation des fonds dédiés	365 000	550 075	
Autres produits (hors cotisations)	313 242	169 321	
TOTAL I	29 573 716	28 730 682	
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)			
Achats de marchandises (a)			
Variation de stock (b)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (a)	1 383 542	1 211 151	
Variation de stock (b)			
Autres achats et charges externes (*)	6 995 441	4 891 558	
Impôts, taxes et versements assimilés	1 981 686	1 801 580	
Salaires et traitements	12 590 403	11 620 734	
Charges sociales	5 618 073	5 247 541	
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)	2 024 632	1 846 354	
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions			
Report des fonds dédiés	313 449	1 470 210	
Autres Charges	65 206	60 081	
TOTAL II	30 972 431	28 149 209	
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 398 715	581 474	

Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	93	2 586
TOTAL III	93	2 586
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	139 476	136 554
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	139 476	136 554
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-139 382	--133 968
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	433 748	196 730
Sur opérations en capital	370 482	350 852
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	353 867	335 540
TOTAL V	1 158 098	883 122
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	306 758	108 646
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	306 758	108 646
2. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	851 340	774 476
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	30 731 908	29 616 390
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	31 418 665	28 394 410
SOLDE INTERMEDIAIRE		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)		
EXCEDENT OU DEFICIT	-686 757	1 221 981

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Description de l'objet social de la Mutuelle la Mayotte

La Mutuelle La Mayotte a pour objet d'initier, concevoir, organiser et développer dans le cadre des missions de service public d'éducation et de soins :

- Toutes actions de prévention, de protection, d'accompagnement, d'éducation, de formation, de soins, de soutien et d'insertion au profit d'enfants et d'adultes (personnes en situation de handicap/en difficultés sociales/présentant une maladie) ainsi que de leurs familles ;
- Toutes formations et recherches adaptées aux besoins des professionnels du secteur social et médico-social ;
- Toutes formations et actions permettant aux usagers de s'auto-représenter, de développer l'aide entre pairs et la parentalité.
- Toutes activités s'inscrivant dans le cadre des politiques publiques, sociales, médico-sociales et sanitaires.

La Mutuelle réalise ses missions en adaptant ses réponses aux évolutions sociétales, à la diversité des besoins des personnes bénéficiaires sans aucune forme de discrimination et dans un processus de co-construction avec les bénéficiaires.

Nature, périmètre des missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre

Se référer au rapport de gestion 2023 de la Mutuelle.

Evènements significatifs de l'exercice 2023

- Contexte inflationniste de 4.9% sur les matières premières (alimentation) et de 39 % sur l'électricité.
- Reprise d'une partie des déficits 2021 de 3 établissements (Hannah Arendt, Paris et Saint Denis) pour 109 K€
- Reprise d'une partie des excédents 2021 du SESSAD Frida KAHLO pour 283 K€
- Ouverture du dispositif 365 ITEP FREIRE à Marines (95) en Juillet 2023.
- Budgets en année pleine pour les établissements suivants : Dispositif ITEP et IME de Paris
- Fin des travaux de construction sur les sites de Gennevilliers et Saint Denis
- Début des travaux sur les sites de Marines et Marly la ville
- Subventions d'investissements de l'ARS pour 184 k€
- Crédits Non reconductibles de fonctionnement à hauteur de 129 K€
- 10% des postes vacants avec une augmentation de l'intérim de 43 %

Les comptes « agrégés » de la mutuelle la Mayotte englobent les comptes de la Vie Mutualiste, de la Taxe d'apprentissage et ceux des établissements suivants :

- ITEP -Montlignon
- ITEP - Marines
- SESSAD – Marly la Ville et Montlignon
- IME, AT, URAT, UEMA et PCPE– Montlignon, Marly la Ville et Argenteuil
- Maison de l'enfant- EAJE – Villeneuve la Garenne
- SESSAD Villeneuve la Garenne
- DITEP Angela Davis – Saint Denis
- Dispositif Angela Davis – Paris
- Dispositif Hannah Arendt- Montlignon
- Pole handicap Adultes

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; ils sont sous l'autorité de contrôle et de tarification de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France sauf pour la Maison de l'enfant sous contrôle du Conseil Départemental des Hauts de Seine et de la CAF et le Dispositif Hannah Arendt cofinancé par la Ville de Paris.

En 2010, un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) a été signé avec l'ARS 95 pour une période de 5 ans couvrant les exercices 2010 à 2014 inclus. Il concerne les établissements suivants : ITEP Montlignon, ITEP Marines, SESSAD et IME. Un avenant a été signé pour un an jusqu'au 31 décembre 2015.

Au 1^{er} janvier 2016, un nouveau CPOM a été conclu pour une période de 5 ans, il concerne le même périmètre que précédemment. Il est prolongé en 2020, 2021, 2022 et 2023.

I .Principes comptables généraux

Les comptes annuels au 31 décembre 2023 sont établis et présentés conformément aux réglementations comptables suivantes :

- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007
- Le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables
- Le règlement ANC 2018-06
- Le règlement ANC 2019-04 applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.
- L'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés

Ils permettent de clarifier la nature des financements des ESSMS en les qualifiant de concours publics, distincts des subventions. Du côté des subventions d'investissement, l'ANC, souhaitant réduire le nombre de dérogations à la règle générale, n'a plus reconduit l'exception du règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999 qui permettait de ne pas reprendre ces subventions au compte de résultat.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

II .Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Mise en application de la réglementation des actifs

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations et hors coût d'emprunt).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées d'usage retenues sont les suivantes :

Agencement des terrains	sur 10-15-20-30-50 ans
Structure (gros œuvre)	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Matériel	5 à 12 ans
Agencements intérieurs	5 à 30 ans
Informatique et logiciels	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 à 15 ans

Variations des valeurs brutes

Libellé	Valeur brute début Exercice 2022	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin Exercice 2023
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations incorporelles	214 079			214 079
TOTAL I	214 079			214 079
Immobilisations corporelles :				
Terrains	6 309 632	7 552		6 317 184
Constructions	20 150 628	198 952	8 670	20 340 910
Install. Tech., mat. Industriel	895 012	20 100	4 831	910 281
Autres	20 160 771	846 419	119 020	20 888 170
Immobilisations en cours	5 109 831	5 640 911	15 522	10 735 220
TOTAL II	52 625 874	6 713 934	148 043	59 191 765
Immobilisations financières :				
Titres immobilisés	4 001 292			4 001 292
Immobilisations financières	342 570	47 970	68 197	322 343
TOTAL III	4 343 862	47 970	68 197	4 323 635
TOTAL GENERAL (I + II + III)	57 183 815	6 761 904	216 240	63 729 479

39 477 parts sociales sont souscrites auprès du Crédit Coopératif.
La valeur liquidative est de 602 024 euros au 31 décembre 2023.

Un FCP dédié a été mis en place en 2020 auprès du Crédit Mutuel valorisé à 3 826 539 euros au 31 décembre 2023.

En 2023,

- Fin de la Construction d'un internat d'ITEP de 18 places à Saint Denis
- Fin de la Construction d'un EAJE et d'un SESSAD à Gennevilliers.
- Début de la Construction d'un DITEP à Marly la Ville
- Début de l'agrandissement du DITEP de Marines.
- Equipements de l'internat de Saint Denis et du dispositif de Gennevilliers.

Variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Valeur en début 2023	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin 2023
Immobilisations incorporelles :				
Autres immobilisations incorporelles	185 846	17 483		203 329
TOTAL I	185 846	17 483		203 329
Immobilisations corporelles :				
Agencements terrains	426 786	14 115		440 901
Constructions	6 613 861	772 083		7 385 944
Install. Tech., mat. Industriel	786 085	56 380		842 465
Autres	7 588 336	1 187 802	75 710	8 700 428
TOTAL II	15 415 068	2 030 380	75 710	17 369 738

TOTAL GENERAL (I + II)	15 600 914	2 055 844	83 691	17 573 067
---------------------------------	-------------------	------------------	---------------	-------------------

L'assemblée Générale de la Mutuelle uMEn (ex :MNPLC) du 18 juin 2002, a pris la décision de créer la Mutuelle de la Mayotte et d'opérer le transfert de droits et biens nécessaires dans le cadre de la mise en conformité des Mutuelles au Code de la Mutualité et le transfert des actifs.

En date du 22 juin 2004, l'ensemble immobilier constitué du bâtiment Leymette, du pavillon alsacien (n°3) et du bâtiment Castelet (n°9) a fait d'objet d'un apport partiel d'actifs de la Mutuelle uMEn à la Mutuelle La Mayotte. L'ensemble a été évalué à 1.400.000 €, dont 280.000 € pour le terrain.

Les constructions reçues au titre de cet apport font l'objet d'un amortissement annuel sur une durée de 30 ans.

Depuis 2004, il a été choisi d'amortir le passif correspondant à l'apport fait par la Mutuelle uMEn pour neutraliser l'impact de la dotation aux amortissements sur le compte de résultat. Le montant repris en résultat chaque année est de 37 333 € par an. L'amortissement prendra fin en 2033.

Note 2 – Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Note 3 – Créances

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable.

Note 4 – Trésorerie

La Trésorerie de la Mutuelle est constituée du portefeuille de valeurs mobilières et des soldes des comptes courants bancaires.

Etat des disponibilités au 31/12/2023

Banques & Caisses	Totaux au 31/12/ 2023
Banques :	
Banque Postale	14 908
Crédit Coopératif Angela Davis Junior	-594 111
Crédit Coopératif ITEP Montlignon	3 249 262
Crédit Coopératif Taxe Apprentissage	176 921
Crédit Coopératif SESSAD Montlignon	151 507
Crédit Coopératif SIEGE	-777 506
Crédit Coopératif SESSAD Villeneuve	157 634
Crédit Coopératif IME	801 385
Crédit Coopératif ITEP Marines	838 779
Crédit Coopératif MDE Villeneuve	-438 180
Crédit Coopératif ITEP Angela Davis Ados	-710 616
Crédit Coopératif DHA	190 993
Crédit Mutuel Siège	546 120
Anytime	23 830
Caisses :	
Caisses	3 309
Virement interne :	
Virement interne	8 708
TOTAL :	3 642 943

Etat des valeurs mobilières de placements au 31/12/2023

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Nature	Nombre	Valeur bilancielle	Valeur liquidative
ECO FI ANNUEL CREDIT COOP	252	44 066	52 802
ECOFI OPTIM 21 CREDIT COOP	192	1 961 860	2 084 421
Livret TRIPLEX CREDIT MUTUEL		4 907	4 907
Total		2 010 833	2 142 130

Le nantissement de compte titres pour garantir les emprunts représente un montant de 69 998 euros auprès du Crédit Coopératif et 3 877 094 auprès du Crédit Mutuel.

Note 5 – Fonds Propres**Variation des fonds propres**

	31/12/2022	Variation	Affectation du résultat 2022	31/12/2023
FONDS MUTUALISTES :				
Fonds de dotations sans DR	2 484 317			2 437 279
<i>dont Fonds propres statutaires</i>	767 518			767 518
<i>dont Fonds propres complémentaires</i>	1 716 799	-47 038		1 669 761
Fonds de dotations avec DR				
Autres fonds associatifs	545 793			545 793
RESERVES :				
Excédents affectés à l'investissement				
Réserves de compensation				
Réserve de trésorerie				
Réserve des activités sociales et médico-sociales /S GC	4 191 783			4 191 783
REPORT A NOUVEAU :				
Report à nouveau non contrôlée	-185 503		-73 774	-259 277
Report à nouveau gestion conventionné	3 774 623		1 295 755	5 070 378
Résultat de l'exercice	1 221 981	-686 757	-1 221 981	- 686 757
Total	12 032 994	- 733 795	0	11 299 199
Subventions d'investis. non renouvelables	4 965 489	301 802		5 267 291
Provisions réglementées :				
Réserves de trésorerie				
Amort. dérog. et prov. renouvellement immo.	11 375 478	-325 881		11 049 597
Différence sur réalisation d'éléments d'actif	1 262 469			1 262 469
Total des Fonds Propres	29 636 430	-757 874	0	28 878 556

Les subventions d'investissements reçues par les établissements sont amorties linéairement au même rythme que les immobilisations subventionnées. Elles sont présentées, au bilan, nettes d'amortissements.

Les provisions réglementées prennent en compte les dotations spécifiques du secteur médico social destinées à financer de façon non pérenne des investissements dans le cadre de la modernisation des établissements. Elles sont reprises au même rythme que les immobilisations subventionnées.

Affectation des résultats :

A compter de l'année 2010, dans le cadre des CPOM signés pour 5 ans, les excédents des établissements du Val d'Oise se sont plus affectés dans les comptes de réserves et seront examinés sur 5 ans pour l'ARS.

En 2016, l'ARS DT 95 a examiné les propositions d'affectations des résultats du CPOM 2010-2015 et a donné son accord pour les affecter en provisions réglementées pour les futurs investissements.

Réserves :

Au 31 décembre 2023 l'état des réserves est le suivant :

RESERVES	TOTAL	ITEP MONTLIGNON	ITEP Paris	IME	ITEP Marlies	SESSAD Val d'Oise	SESSAD F.KAHLO
Affectée à l'investissement	1 204 560	120 000		146 662	611 945	325 954	
couverture du besoin de trésorerie	224 928	100 000	84 624	40 304			
de compensation des déficits	224 051	35 862		84 200		56 578	47 412
De compens. de ch. d'amortis.	265 555			20 000	180 555	65 000	
TOTAUX	1 919 093	255 862	84 624	291 165	792 500	447 531	47 412

Note 6 – Etat des provisions

Provisions	31/12/2022	Augmentation	Reprises	31/12/2023
Provisions pour risques	117 899			117 899
Provisions pour charges	392 731		33 884	358 847
Prov. pour renouvellement des immobilisations	11 375 478		325 881	11 049 597
Réserves des plus-values nettes d'actif	1 262 469			1 262 469
TOTAUX	13 148 577		359 765	12 788 812

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont allouées aux établissements dans le cadre des budgets d'investissements et sont reprises, lors de la réalisation des investissements au même titre que les immobilisations financées.

Note 7 – Etat des Fonds dédiés

Fonds dédiés	31/12/2022	Dotations	Reprises	31/12/2023
Subvention investissement	1 570 234	184 000		1 754 234
Subvention de fonctionnement	2 806 981	128 682	365 000	2 570 663
Surcoût masse salariale	87 371			87 371
Mise en conformité	264 769			264 769
TOTAUX	4 729 355	312 682	365 000	4 677 037

Peut être qualifié de fonds dédié, selon les dispositions de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'autorité de tarification doit avoir expressément dédié ce financement à un projet défini.

Figure en fonds dédiés la partie de ces contributions qui n'a pu être utilisée en totalité à la clôture d'un exercice.

Les subventions d'investissements obtenues en 2023 :

- Dispositif Hannah Arendt : 184 000 €

Note 8 – Résultats des établissements sous contrôle de tiers financeurs, en gestion propre et du siège

	Au bilan 31/12/2022	Au bilan 31/12/2023
ITEP Montlignon	335 819	249 603
ITEP Freire - Marines	61 163	-203 391
SESSAD Val d'Oise	380 987	267 286
IME AT URAT UEMA PCPE	258 776	-155 623
SESSAD Villeneuve	100 861	-219 553
DITEP ADA Saint Denis	439 862	-49 723
Dispositif Angela Davis Paris	63 189	-509 688
Dispositif Hannah Arendt	-344 902	-217 934
Total Tiers Financeurs	1 295 755	-839 023
EAJE Villeneuve	100 792	-234 302
Pole Handicap Adulte	-189 874	-52 523
Vie Mutualiste	-15 308	439 089
Total Gestion Propre	-73 774	152 264
TOTAL	1 221 981	-686 757

L'ARS a repris partiellement en 2023 une partie des déficits 2021 des établissements suivants :

- Dispositif Hannah Arendt : 14 282 €
- DITEP ADA Saint Denis : 6 466 €
- ITEP Paris : 88 446 €
- Une partie de l'excédent 2021 du SESSAD Frida KAHLO pour 282 560 €

Note 9 – Tableau des créances et des dettes

CREANCES	TOTAL 2023	- 1 AN	+ 1 AN
CREANCES			
Actif immobilisé			
Dépôts et cautionnements	166 203	35 458	130 745
Actif circulant			
Stocks			
Avances et acomptes	94 738	94 738	
Organismes et usagers	12 269	12 269	
Personnel et comptes rattachés	17 361	17 361	
Etat impôts et taxes	414 632	414 632	
Produits à recevoir	512 868	512 868	
Débiteurs divers	111 551	111 551	
Comptes de régularisation			
Charges constatées d'avance	88 196	88 196	
TOTAUX	1 417 818	1 287 073	130 745

DETTES	TOTAL 2023	- 1 AN	+ 1 AN - 5 ANS	+ 5 ANS
DETTES				
Dettes sur emprunts	12 900 307	1 027 699	2 886 796	8 985 812
Emprunts et dettes financières diverses	6 691	140	6 551	
Autres dettes				
Redevables créditeurs	21 206		21 206	
Fournisseurs	1 631 226	1 631 226		
Dettes fiscales et sociales	2 677 832	2 677 832		
Autres dettes	1 733 294	1 733 294		
Produits constatés d'avance	58 907	58 907		
TOTAUX	19 029 463	7 129 098	2 914 553	8 985 812

5 emprunts en cours auprès du Crédit Coopératif et du Crédit Mutuel :

600.000 € souscrit le 11/08/2010 pour 25 ans à 3.70 % pour la rénovation de l'ITEP de Montlignon, dont 306 000 € en règlement du solde en 2023.

1.900.000 € souscrit le 18/09/2018 pour 20 ans à 1.60% pour la rénovation du dispositif Hannah Arendt.

7.000.000 € souscrit le 19/11/2018 pour 20 ans à 1.60% pour l'acquisition d'un bâtiment à Paris 18°.

3 877 094 € souscrit le 18/05/2022 pour 17 ans à 1.20% pour l'acquisition d'un bâtiment à Saint Denis dont 3 472 243 € débloqués en 2022 et 2023.

3 500 000 € souscrits le 26/09/2022 pour 20 ans à 3,95 % pour la construction de l'ITEP de Marly la Ville dont 2 450 791 € débloqués en 2023.

Note 11 – Charges à payer et Produits à recevoir

Libellé	TOTAL 2023
Charges à Payer	
Charges à payer Personnel	
Charges à payer Organismes Sociaux	
Diverses charges exploitation	
Fournisseurs- Factures non parvenues	130 465
Intérêts courus sur emprunt	
TOTAUX	130 465
Produits à recevoir	
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	
Divers produits exploitation	507 319
Taxe apprentissage	5 549
TOTAUX	512 868
Charges constatées d'avance	
Exploitation	88 196
Taxe d'apprentissage	
TOTAUX	88 196
Produits constatés d'avance	
Exploitation	- 22 847
Taxe d'apprentissage	- 36 060
TOTAUX	- 58 907

Note 12 – Indemnités de fin de carrière :

Un contrat de gestion des indemnités de fin de carrière a été conclu en 2016 avec PRO BTP. La valorisation de l'épargne s'élève à 652 663 euros au 31 décembre 2023.

Le montant des engagements retraite est estimé à 833 049 euros au 31 décembre 2023 sur les bases suivantes : taux d'évolution des salaires de 1.5% par an, taux d'actualisation de 1.05% et taux de turn-over de 3% pour les non cadres et de 1% pour les cadres.

Note 13 – Contribution volontaire

Les locaux de 260 m2 de la MDE EAJE et du SESSAD à Villeneuve La Garenne sont mis à disposition gratuitement par le Conseil départemental des Hauts de Seine. Le cout estimé de la mise à disposition est de 62 400 euros par an sur la base du cout moyen du m2 par an de 240 euros.

L'Education Nationale met à disposition 26 enseignants dans le cadre des unités d'enseignements dans les établissements Sociaux et médico sociaux (Arrêté du 9 avril 2009).

Le cout moyen chargé est de 49 700 euros par professeur des écoles soit 1 292 200 euros.

Note 14 – Effectifs

La Mutuelle la Mayotte a 357 salariés en CDI au 31 décembre 2023 soit 312 ETP.

Un accord d'entreprise du 13 décembre 2018 met en place un plan d'épargne salariale (PEE) auprès de Natixis à compter du 1^{er} janvier 2019. Les sommes placées par les salariés ne sont pas soumises à abondement.

Les charges liées à ce contrat sont prises en charge par la mutuelle.

Conformément à la loi 2006-586 du 23/05/2006 Article 20, la rémunération brute cumulée 2023 des 5 plus hauts salaires de la mutuelle est de 439 795 euros.